

# Immigration clandestine dans le Briançonnais : ça continue, encore et encore !



*Opération banderoles "stop immigration" avec le Rassemblement national 05 sur la frontière à Montgenèvre le dimanche 19 août 2018*

Cette vague migratoire originaire d'Afrique a démarré il y a

trois ans et va toujours crescendo, au grand dam de la population briançonnaise qui, elle, voit la réalité morpho-sociologique de sa ville se modifier peu à peu.

L'itinéraire est bien connu par les passeurs membres des associations et par les candidats au voyage vers la « terre promise » qui se nomme la France.

Halte à Clavière, en Italie, au « Refuge », soutenu par l'extrême gauche italienne et française, avant le grand passage de la frontière française qui s'effectue plutôt de nuit afin d'optimiser ses chances de réussite. Mais de toute façon, la probabilité de se faire interpellé par les forces de l'ordre est minime. En effet, la faiblesse des unités de police et de gendarmerie a permis, selon le Dauphiné Libéré, de faire transiter "4 600 personnes via le centre d'hébergement de Briançon pour l'année 2017", chiffres évidemment sous-estimés pour des raisons politiques...

Les deux portes d'entrée sur le territoire français sont les suivantes : le col de Montgenèvre et et le col de l'Échelle.

Les immigrés sont, pour la plupart, de jeunes hommes issus du continent africain dont une petite minorité ont moins de dix-huit ans.

D'après le discours formaté des nomadistes sans frontières, cette immigration ne concernerait que des populations originaires de pays en guerre mais, dans les faits, 95 % des migrants sont des migrants économiques originaires d'Afrique et de la Méditerranée.

Une fois arrivés en France, tous les impétrants, conseillés par des avocats payés par les associations, usent et abusent, plus que de raison, de la procédure de demande de droit d'asile dont ils sont déboutés à 95 %. Notons le cas particulier des mineurs non accompagnés (MNA) qui oblige le Conseil Départemental à prendre en charge l'éducation de ces individus jusqu'à leur majorité. Paradoxe suprême, aucun moyen légal ne permet au département de vérifier leur âge réel, alors même que celui qui est allégué est pris en compte de

plein droit par l'administration. Dans les rues de Briançon, la population ne s'y trompe pas. Elle parle régulièrement "des mineurs isolés de 30 ans qui mesurent 1m80"...

« On marche sur la tête », diront certains. Non, nous sommes en France, le pays des droits de l'homme et de l'invasion subventionnée par le citoyen français, ce qui constitue un fait unique dans l'Histoire universelle. En effet, naguère, les populations se défendaient face à une invasion, question de survie simplement biologique.





## *Le commissariat de Briançon, un jour de semaine ordinaire*

Le coût de cette politique délirante pour le département, pour la commune de Briançon, pour l'État et pour la région PACA (et donc pour le contribuable haut-alpin) ? "Secret défense" ou alors « pas de coût », selon les dires grotesques du maire socialiste immigrationniste de Briançon, Monsieur Gérard Fromm. Dans les faits, il est estimé à au moins 6 millions d'euros pris en charge par le département qui *de facto* réduit d'autant les budgets vieillesse et d'aide à la jeunesse de nos concitoyens.

Du côté de la population, l'hébertude laisse place, peu à peu, à la colère. Une pétition, qui vise à condamner ce phénomène et surtout l'inertie des pouvoirs publics, a réuni plus de 3 000 signatures il y a quelques mois. Dans le droit fil, le Rassemblement national des Hautes-Alpes (RN05), régulièrement, comme ce fut le cas avant-hier à Montgenèvre, interpelle les pouvoirs publics sur l'absence de contrôle réel aux frontières, le surcoût induit pour les finances locales et surtout le manque de concertation avec les populations locales à qui on ne demande pas leur avis, comme s'il allait de soi qu'elle validait ce processus complètement délirant voulu par une petite minorité.

Pour information, 75 % des migrants accueillis en Allemagne depuis 2013 sont toujours sans emploi et un parallèle en la matière mérite la comparaison avec la situation française.

*In fine*, parler des solutions constitue un impératif au fur et à mesure que l'on avance dans le débat.

Le Rassemblement national 05 (RN05) propose un rétablissement des frontières avec un contrôle effectif du passage des biens et des personnes, une refonte complète du droit d'asile et du droit de la nationalité avec, notamment, une expulsion immédiate des candidats déboutés du droit d'asile. Sur le même registre juridique, une déjudiciarisation des procédures pour les fonder dans le cadre le plus restrictif du droit administratif s'impose.

Le parti suggère également la mise à plat complète du système de coopération avec les pays de la Méditerranée et de l'Afrique qui viserait à contrôler plus précisément l'utilisation des fonds alloués et à mieux évaluer la pertinence des projets de développement proposés.

Les populations, n'en déplaise à l'oligarchie médiatico politico financière, rejettent de plus en plus l'économie et l'expertocratie au profit des questions identitaires et de souveraineté. Traiter la question migratoire serait l'occasion, pour une classe politique largement discréditée, de regagner l'estime de la population mais, pour autant, elle n'en fait rien.

“L'homme de l'avenir est celui qui aura la plus longue mémoire”, comme disait Nietzsche. Espérons que cet homme-là soit français et non arabo-musulman ou africain.

**Nicolas Faure**

Consultant